

[JE M'ABONNE](#)[ÉCONOMIE](#)[URBANISME](#)[ENVIRONNEMENT](#)[RATTRAPAGE](#)[MUNICIPALES](#)[DOSSIERS](#)[AGORA](#)[LAGOR](#)

Menacée d'expulsion, la dernière habitante du bâtiment J de la Savine continue à se battre

REPORTAGE par **Benoît Gilles** le 2 Juin 2018  1

Depuis plusieurs mois, Zohra Zeraibi refuse les propositions de relogement formulées par son bailleur dans le cadre du projet de rénovation urbaine de la Savine. Désormais elle est assignée au tribunal pour expulsion. La pression monte alors qu'une médiation est en cours.





Au centre, Zohra Zeraibi, Saliah Chettal et ses filles entourées des techniciens de Logirem et Eric Vitale.

Un éclair coupe le ciel en deux. Le sort s'acharne. Au loin, la rade de Marseille est sous le soleil, mais un déluge noie la Savine et le courant saute au bâtiment J3 où vit Zohra Zeraibi. Elle est la dernière de son bloc aux balcons squattés par les pigeons. Elle estime que le bailleur social, Logirem, n'a pas tenu les promesses de relogement qui étaient formulées dans le cadre du programme de rénovation urbaine. Car, à terme, cette cité de 1400 logements née dans les années 70 va disparaître ([lire notre article](#)).





La vue depuis le 6e étage du J avec, à gauche au premier plan, le bâtiment neuf baptisé La Couronne.

Avec la panne, les couloirs sont dans le noir et l'ascenseur ne fonctionne plus. Elle patiente dans le hall avec sa voisine, Saliyah Chettal qui vit la même situation au neuvième étage du J2. Elle aussi résiste au relogement. Et chez elle, l'absence de courant est arrivée bien avant l'orage du jour. *« Cela fait une semaine, qu'il n'y a plus d'ascenseur, plus de lumière dans les escaliers et depuis lundi, même plus d'électricité chez moi »*, constate-t-elle. Elle ajoute dans un souffle que depuis le *« 29 mai 2017 »* son fils est atteint d'une très grave maladie qui l'oblige à une hospitalisation à domicile avec soins réguliers. *« La dernière fois, l'infirmier n'a pas voulu monter. La prise de sang, il a fallu la faire dans sa voiture »*, poursuit-elle.

Sa fille écrit de deux pouces rapides un mail furieux au directeur général de Logirem. Avec la lumière coupée, des gens viennent faire leurs besoins dans l'escalier déserté *« et ça pue jusqu'au 9e »*, fulmine la jeune femme. Linda vit là avec sa mère et deux autres enfants. Problème, pour les impôts, elle réside ailleurs et le logeur refuse d'assurer son





« ILS VEULENT MA MORT, LOGIREM ? »



Ces problèmes d'ascenseur, d'eau, d'électricité, Zohra Zeraibi en a l'habitude. Depuis la dernière visite de *Marsactu*, les pannes d'ascenseur sont récurrentes au J3. « *J'ai été opérée du cœur, explique-t-elle. Ils veulent ma mort, Logirem, à force de me taper six étages à pied ?* » Après des semaines sans eau chaude, l'ascenseur est son nouveau tourment. Du côté du bailleur, on affirme tout faire pour faciliter la vie de cette locataire récalcitrante. « *Nous avons installé un ballon d'eau chaude chez elle, explique Jeanine Fialon en charge du pôle renouvellement urbain de Logirem. Forcément, maintenant que le bâtiment est vide, l'eau chaude met plus de temps à monter. Quant au problème d'ascenseur, nos équipes interviennent dès qu'elles sont prévenues pour éviter ces désagréments.* »

Mais ce ne sont pas uniquement ces tracas quotidiens qui viennent nourrir sa colère. Depuis l'article de *Marsactu*, Logirem affirme publiquement ne pas vouloir expulser sa locataire et gérer cette situation par un dialogue renoué. D'ailleurs son dossier est désormais suivi par Eric Vitale, le médiateur du bailleur. « *Pourtant vendredi dernier, j'ai reçu un avis d'huissier, affirme-t-elle. J'ai dû courir chez lui pour découvrir une bible de 70 pages dans laquelle ils me convoquaient au tribunal. Je suis allé chez mon avocat direct et il a obtenu un report* ».





Dans tout le bâtiment J, les fenêtres sont fermées, parfois murées.

ASTREINTE, DOMMAGES ET INTÉRÊTS

« Logirem demande l'expulsion, 3000 euros de dommages et intérêts et 250 euros d'astreinte mensuelle, complète Quentin Motemps, son avocat, joint par téléphone. Il y a clairement un discours officiel et l'autre officieux. Officiellement, Logirem ne veut pas expulser Zohra Zeraibi mais l'assigne au tribunal pour ce motif. Officieusement, les propositions de relogement qu'elle a reçues sont celles dont personne n'a voulu jusque-là. Logirem le dit d'ailleurs dans son assignation : depuis 2011, madame Zeraibi demande un logement dans l'ancien et n'a reçu aucune proposition décente en retour. Pire, elle a emménagé au J3 en 2010. Or, dès 2009, Logirem savait que l'ensemble du bâtiment J était voué à la démolition. »



Zohra Zeraibi a dû payer la nouvelle serrure de sa boîte aux lettres. La dernière à fonctionner. Chaque mois, elle défalque la somme de son loyer.

Dans le hall du J3, Éric Vitale finit par rejoindre les deux locataires. Ce matin, il visite avec elles un appartement dans l'immeuble dit de La Couronne, un nouveau bâtiment à flanc de colline qui accueille une partie des Savinois relogés. C'est donc lui qui assume la schizophrénie. « C'est classique dans ce type de dossier, explique-t-il. Nous sommes obligés de poursuivre la procédure légale tout en faisant tout pour satisfaire les attentes des locataires



« ET POUR LES EXCRÉMENTS ? »

 Dans ce dossier, Éric Vitale veut convaincre Zohra Zeraibi d'accepter un relogement provisoire dans le neuf, à la Couronne par exemple, tout en signant une convention pour assurer une destination définitive conforme à ses vœux. En attendant, il passe des coups de fil en rafale. Conséquence, deux techniciens du bailleur débarquent pour rétablir l'électricité au J3 et promettent de faire leur possible pour le J2 « *au plus vite* ».

« *Et pour les excréments ?* », demande Linda. « *Ils doivent passer. Ils ont promis* », assure le technicien. En revanche, personne n'est capable de dire pourquoi des ascenseurs qui marchaient sans problème sont sans cesse en panne. Les locataires y voient une forme de pression. « *Je suis sûre qu'ils ont demandé à EDF de diminuer la puissance électrique. C'est pour cela que les ascenseurs ne montent plus* », croit savoir la jeune femme. Logirem met en avant un problème de pièces et des appareils désormais peu utilisés. Un ascensoriste arrive à la rescousse alors que le groupe part pour une nouvelle équipée.

UNE ÉQUIPÉE DANS LE DIFFUS

Éric Vitale a eu vent de deux maisons « *dans le diffus* » dont Logirem serait propriétaire. Les deux voitures se suivent, tournent et cherchent avant de débouler dans une petite résidence tranquille. Les dames rigolent un bon coup car elles se sont engouffrées dans une propriété privée au grand étonnement de la personne qui leur a ouvert le portail. « *Ahi!! comme c'était beau* », s'exclame la plus jeune fille de Saliah Chettal.

Pour l'heure, il s'agit de déterminer si les deux maisonnettes ocres qu'elles ont repérées peuvent être du patrimoine social de la Logirem. Régulièrement, les bailleurs sociaux acquièrent ainsi des appartements dans des programmes neufs ou dans l'ancien notamment pour satisfaire





Depuis Saint-Antoine, la Savine se détache sur la colline.

« LA SAVINE, C'EST PRISON BREAK »

« Franchement, j'ai un doute, grimace Zohra Zeraibi. Cela ne ressemble pas à du logement social, ça ». Les maisonnettes ont un joli jardin, pas de vis-à-vis. L'une d'elle a même un puits. Au loin, les tours de la Savine contrastent sur le vert des collines et l'ardoise du ciel. « Franchement, la Savine, c'est Prison Break pour nous », souffle la jeune fille Chettal, en référence à la série américaine. Éric Vitale réalise finalement que les deux biens indiqués sont situés beaucoup plus haut sur l'avenue Saint-Antoine. Le périple reprend et s'arrête dans un autre lotissement qui borde le cours d'eau des Aygalades. On entend même l'eau chanter. Les numéros correspondent.

Éric Vitale s'enquiert auprès du voisin qui s'étonne de voir ce regroupement insolite. « C'est bien deux logements sociaux, c'est les seuls du lotissement », indique-t-il. « Mais il n'y a pas de noms gitans. Tu es sûr? », demande Zohra à Éric Vitale. « Et ces gens vont partir alors qu'ils ont été relogés là ?, enchérit Linda. Moi, si ma mère veut partir d'ici, je le lui interdis... » Effectivement, avec ces petits jardins, la voie tranquille et l'eau qui chante, nous sommes loin de la Savine. « Ces personnes viennent





LA SUITE, DES « SI »

Les « si » s'accumulent ensuite. La Bricarde Provisoire a longtemps accueilli des familles gitanes sédentarisés. Depuis 2009, elle fait partie du programme de rénovation urbaine de la vallée de Séon. Et la reconstruction de la cité a pris au moins deux ans de retard. Cela suppose donc que les familles savinoises patientent dans de ce qu'on appelle des logements tiroirs. Encore faut-il que les familles qu'elles remplaceraient dans ce lotissement décident de revenir à la Bricarde.

Sans parler de la charge émotionnelle qui accompagne chaque déménagement. La Savine a beau être « *Prison Break* », c'est un pan entier d'une vie qu'il faut clore. « *Quand j'ai quitté mon premier appartement en 2009, j'ai tout briqué du sol au plafond, se souvient Zohra. Je lui ai dit au revoir. C'est là que mes garçons ont grandi, là où ils ont fait leurs premiers pas. C'est pas rien tout ça* ». Zohra Zeraibi promet : si le relogement réussit, elle invite tout le monde à manger. Eric Vitale souligne qu'il aime les sablés. En attendant sa locataire a rendez-vous au tribunal le 14 juin. Une perspective moins sucrée.

Article en accès libre

SOUTENEZ MARSACTU EN VOUS ABONNANT

OFFRE DÉCOUVERTE – 1€ LE PREMIER MOIS

Si vous avez déjà un compte, [identifiez-vous](#).

COMMENTER



Benoît Gilles



📰 La Ville renonce à placer Bousquet au sein de la société d'aménagement du centre-ville

📰 Le crépuscule d'un maire sur un air de campagne

📰 Les dossiers chauds du dernier conseil municipal de l'ère Gaudin

📰 La Ville veut garder pour elle l'audit des écoles censé la blanchir



LE JOURNAL DE LA SEMAINE



Dans les 13/14, le Printemps marseillais impose son candidat

ACTUALITÉ par Lisa Castelly





JE M'ABONNE



L'État fait un gros chèque pour l'AP-HM et Yvon Berland s'en félicite

ACTUALITÉ par **Violette Artaud**



Candidate à la mairie, Samia Ghali est toujours mise en cause dans une enquête du PNF

INFO MARSACTU par **Marsactu et Mediapart**





La Ville renonce à placer Bousquet au sein de la société d'aménagement du centre-ville

INFO MARSACTU par Benoît Gilles



Le crépuscule d'un maire sur un air de campagne

ACTUALITÉ par Benoît Gilles





JE M'ABONNE



Le plus gros pollueur du Rhône Fibre excellence sera jugé en correctionnelle

INFO MARSACTU par Pierre Isnard-Dupuy

Le journal

ACTUALITÉS

Politique

Justice

Économie

Social

Société

Culture

Environnement

Urbanisme

Transports

Éducation

ÉDITION WE





 JE M'ABONNE



NEWSLETTERS

DOSSIERS

Nos séries d'été 2018

Nos séries d'été 2017

Législatives 2017 à Marseille et dans les Bouches-du-Rhône

Présidentielle 2017



Boues rouges, une saga industrielle et écologique

Écoles marseillaises

Euroméditerranée

Front national

Incinérateur de Fos

Métropole

Migrants, à Marseille de gré ou de force

Ordures et poubelles, l'histoire sans fin

Pollution industrielle

Rocade L2

Tous nos dossiers

CHRONIQUES

15-38 Méditerranée

Dominique Milherou (Marseille insoupçonnée)

Malika Moine (Cuisine à croquer)

Michéa Jacobi (Les nouvelles heures marseillaises)

Michel Samson

Pascal Messaoudi (D'où tu parles ?)

Sandrine Lana (Voilà le travail)

RÉDACTION

Benoît Gilles

Violette Artaud

Lisa Castelly

JM Leforestier

Julien Vinzent

Contactez la rédaction

Alertez-nous de manière sécurisée, anonyme et chiffrée



L'agora



 JE M'ABONNE



DERNIERS BILLETS

BLOGS À LA UNE

Voyage en Alcazarie

Comprendre Marseille

Chicane, petit observatoire de controverses

Lagachon

Votre blog ?



PÉTITIONS

FINANCEMENTS PARTICIPATIFS

BONS PLANS DE VENTILO

ACCÈS RAPIDES

S'inscrire à une newsletter

Réinitialisation de votre mot de passe (si perdu)

SOUTENIR MARSACTU

NOS PARTENAIRES



Profitez sans limite de tous nos contenus et services en temps réel.



Rejoignez l'Agora de Marsactu pour discuter, partager et publier.



Défendez à nos côtés l'indépendance de votre journal.

Je soutiens l'information locale indépendante

JE M'ABONNE

